

SOIXANTE ANS D'UNION 5|5

Les reconSTRUCTEURS

A leurs yeux, l'Europe est une évidence pour peser dans le monde. Mais elle doit davantage défendre ses valeurs et ses intérêts

MAGNETTE, le Wallon, européen irréductible

JEAN-PIERRE STROOBANTS
BRUXELLES - bureau européen

Il était, jusque-là, très apprécié de ses étudiants et des intellectuels spécialisés dans les questions européennes. Des habitants de Charleroi, sa ville d'origine, dont il était devenu le maire en 2012. Des militants d'un Parti socialiste francophone vieillissant, à la recherche de nouveaux visages. En octobre 2016, Paul Magnette, ministre-président de la Wallonie, l'une des trois régions belges, a pris une autre dimension en inscrivant son nom et celui de son institution sur la carte du monde: la renégociation du CETA – le traité de libre-échange signé par l'Union européenne et le Canada – qu'il a obtenue fut un exercice de haute voltige politique. La petite région francophone osait remettre en cause ce qui était accepté dans tous les autres Etats membres.

Au sein d'une gauche européenne en difficulté, morcelée en France, réduite à néant aux Pays-Bas, misant sur un seul homme en Allemagne, le Wallon de 45 ans, père de quatre enfants, apparaît déjà comme l'un de ceux qui sont capables d'incarner le renouveau. L'homme est ambitieux, sûr de lui, et ne cache ni son talent ni son désir de peser sur le cours des choses. Mais, dit-il, « une telle ambition, [il] l'exerce tous les jours, d'où [il est] ». Pas besoin, pour assouvir ce qu'il appelle « sa passion pour l'Europe », d'être euro-député ou même commissaire européen. « Ma voix est au moins aussi importante que la leur. » S'il songe à conforter sa position, c'est, pour le moment, par le biais d'alliances entre sa région et d'autres en Europe, gouvernées par des sociaux-démocrates.

Avoir reçu, à l'époque du CETA, les coups de fil insistants de François Hollande, mais aussi de Jean-Claude Juncker et de Donald Tusk – présidents respectivement de la Commission et du Conseil européen –, de nombreux dirigeants de son pays, de la moitié des commissaires européens et du président du Parlement de Strasbourg n'a pas dû déplaire à cet intello surdoué, politologue, ancien président de l'Institut d'études européennes de l'Université libre de Bruxelles et auteur d'une thèse de doctorat sur la citoyenneté au sein de l'Union.

« C'EST VRAIMENT UN CORIACE »

Le président de son parti, l'ex-premier ministre Elio Di Rupo, a dénoncé des « pressions in-

raïssemblables » exercées sur Paul Magnette et les responsables du gouvernement et du Parlement wallons, engagés dans une croisade qui paraissait incompréhensible à ces responsables européens. Des pressions sur cette « petite région », ce « département », ce « village d'irréductibles » s'opposant à la bonne marche européenne? Bien sûr. Mais celui qui a été bien vite baptisé « Magnettix » ou « M.Non » par des médias internationaux qui découvraient la Wallonie et sa minicapitale (Namur) – la région compte 3,6 millions d'habitants, 9 fois plus que Malte et 6 fois plus que le Luxembourg – n'était pas mécontent de pouvoir ainsi démontrer sa force de caractère, sa capacité de résistance et ses connaissances pointues des traités. Quant aux sarcasmes sur la Wallonie et son combat prétendument d'arrière-garde, ils auraient plutôt galvanisé ce baroudeur qui n'aime pas qu'on lui marche sur les pieds.

« C'est vraiment un coriace », se souvient l'un de ses interlocuteurs de l'époque, mi-agacé, mi-admiratif face à ce dirigeant qui aime aussi remettre en question quelques dogmes comme les bénéfices, présumés automatiques, du libre-échange et de l'ouverture commerciale. Quand, un soir d'octobre 2016, la ministre du commerce canadienne, Chrystia Freeland, a annoncé, en larmes, qu'elle rentrait chez elle, déçue par l'attitude du Wallon à l'égard d'un pays « si gentil, si sympathique », il n'a pas bronché. Cœur de pierre? Non: il savait que le geste était théâtral. Mme Freeland l'a, d'ailleurs, confessé elle-même il y a quelques semaines.

Placé au cœur du tir croisé des critiques, « Paul qui? », comme l'appelaient ironiquement certains bureaucrates, n'a pas cédé. Il a obtenu la renégociation qu'il réclamait, ainsi que le report symbolique – même s'il ne fut que de quelques jours – d'une signature à laquelle un pouvoir européen affaibli par des crises multiples tenait tellement. Quand les négociateurs de la Commission et du Conseil espéraient encore lui tordre le bras pour éviter une crise ouverte avec Ottawa et un revers humiliant, il tweetait: « *Domage que les pressions de l'UE sur ceux qui bloquent la lutte contre la fraude fiscale ne soient pas aussi intenses.* »

Aujourd'hui, il n'a, en fait, pas encore la certitude que toutes les exigences wallonnes, qui concernent notamment les procédures d'arbitrage prévues dans le traité euro-canadien, seront satisfaites. Le gouvernement fédéral belge tarde à consulter, comme

il s'y était pourtant engagé, la Cour de justice de l'UE sur la conformité des mécanismes envisagés avec le droit européen. « Aucune crainte, dit Magnette, tant que nous ne disposons pas de cet avis, nous ne ratifierons pas. »

Et tant pis si, du même coup, une vingtaine d'autres accords en négociation sont en péril. « Le CETA, c'était l'apéritif. Un vrai débat sur ce type d'accord a été ouvert et les digues sont rompues. La discussion est vive en Allemagne, aux Pays-Bas, en Autriche et même en France: le groupe PS du Parlement européen s'est opposé à un texte défendu par Valls et Hollande. Ce n'est pas rien... » Et si la Commission

soumet encore à sa région des textes « à l'ancienne », elle aura, dit-il, « du souci à se faire ». Il veillera, en tout cas, à ce que le pouvoir de régulation des Etats soit préservé.

Après plus de vingt années passées comme observateur dans les coulisses du pouvoir européen, le nouveau héros des altermondialistes s'étonne encore de l'attitude de la Commission, qu'il dit avoir pourtant mise en garde deux ans avant la signature du CETA. « Je connaissais bien la mentalité de ces hauts fonctionnaires, mais j'ai quand même été surpris de leur aveuglement idéologique. On est sorti du blocage quand ils y ont enfin renoncé. »

Son diagnostic est sans appel et – c'est amusant pour cet homme très à gauche – il rejoint celui du magazine libéral britannique *The Economist*: « Si cette Commission n'arrive même plus à négocier des accords commerciaux, à quoi sert-elle encore? Comme il est difficile de faire admettre leurs erreurs à ces gens, qui ont une faculté d'entêtement terrifiante. Des erreurs qu'ils reproduisent dans la gestion du pacte de stabilité, du dossier grec ou des dettes souveraines. »

De tels propos indiquent que le « Carolo » – c'est le surnom des habitants de la première ville de Wallonie – n'entend visiblement pas se cantonner éternellement à l'« Elysette », son bureau namurois ainsi baptisé en raison du comportement très miterrandien de son premier occupant, dans les années 1980. Certains voient Paul Magnette en président du PS, d'autres en premier ministre fédéral, d'autres encore en porte-drapeau d'une gauche européenne reconstituée et réanimée. On ne prête qu'aux riches.

L'intéressé élude habilement les interrogations sur son avenir. Mais qu'une question lui soit posée sur l'avenir de l'Union et le politologue reconverti est intarissable. Il se lamente qu'on parle de victoire quand un écologiste autrichien bat de justesse un respon-

sable d'extrême droite pour la présidence ou qu'on indique que Marine Le Pen ne fera peut-être « que » 40 % au second tour de la présidentielle. S'il était français, il voterait en tout cas pour Benoît Hamon, dit-il, tout en déplorant l'attitude « *totalelement incompréhensible* » de François Fillon, « *qui joue au martyr, ainsi que le font habituellement tous les membres de la droite dure* ».

« REPOLITISER LES ENJEUX, OSER DÉSÔBÉR »
Il dénonce encore la « *déconnexion complète* » des dirigeants européens avec la réalité quotidienne, « *les Tusk et Malmström [la commissaire au commerce], qui vivent sur une autre*

planète ». D'accord, mais que faire, professeur ? « *Repolitiser les enjeux, tenir d'autres discours, oser désobéir* », disait-il au lendemain de l'épisode du CETA. *La gauche ne meurt jamais* a été le titre de l'un des ouvrages qu'il a publiés. Il y croit d'autant plus qu'en Wallonie son PS, à nouveau plongé dans des « affaires » douteuses, est aiguillonné par une gauche radicale très active...

Il espère aussi que la « déclaration de Namur » qu'il a lancée fin 2016 pour réorienter le cours politique de l'Union, afin de la rendre plus sociale et plus démocratique, aura un écho. En tout cas, sa parole forte a porté quand il a lancé un autre appel : il faut, a-t-il

déclaré, sortir de l'Union européenne tous les pays de l'Est – et même du Nord – qui refuseraient longtemps encore de rejoindre la zone euro et ses contraintes, tout en voulant continuer à bénéficier de l'ensemble des avantages inhérents à un statut de membre de l'ensemble communautaire. A défaut de lui faire des amis, le propos a fait du bruit, ce qui, sans doute, était le but recherché...

« *Parfois, en politique, on a la chance d'être la bonne personne au bon endroit* », dit Paul Magnette, en feignant la naïveté. La chance, il l'a saisie au moment du CETA. Et il compte bien la provoquer ailleurs. ■